

CR de la rencontre/débat sur le dérèglement climatique du mercredi 20 octobre 2021

Partie 1 par **Antoine BONDUELLE**¹, consultant auprès du GIEC depuis 2007, co-fondateur du Réseau Action Climat en 1996²

Point 1 : La situation est grave mais pas désespérée

Le cadre des actions = les accords de Paris avec comme base de départ les ONG environnementales puis d'autres comme Oxfam

Des constats alarmants :

- les projections de l'INRAE montrent qu'il y a variation en latitude de la végétation de 180 km vers le Nord par augmentation d'1°C de température (T°).

Ainsi en 2100, le Nord de la France pourrait avoir une végétation correspondant à celle qui existe actuellement au Pays Basque et Paris à celle du sud de Madrid.

- en 2100, l'augmentation du niveau des mers sera d'au moins 80 cm et Dunkerque ne sera plus protégée.

Une montée des eaux d'1 m, nécessitera de modifier toutes les canalisations d'eaux qui n'auront plus une pente suffisante (par exemple du côté de Saint-Omer).

Le scénario le plus optimiste du GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts du Climat, mis en place en 1988) indique un réchauffement mondial de 1,9 °C d'ici 2100.

L'objectif des accords de Copenhague et du Protocole de Kyoto était de limiter l'augmentation de T° à 2°C au maximum en 2100 par rapport à la température de l'ère préindustrielle.

L'objectif des accords de Paris est de limiter l'augmentation de T° à 1,5 °C en 2100 mais pour cela il faudrait que les émissions de CO₂ après 2050 soient négatives et que la Chine soit à la neutralité en termes de bilan CO₂ !!! Cet objectif est revu tous les 5 ans, la prochaine révision se fera en 2023.

Intérêt de travailler sur un scénario optimiste :

Si on part sur le scénario catastrophe d'une augmentation de T° de 4 à 5 °C en 2100, les efforts à faire pour la limiter sont tellement immenses qu'ils entraîneraient le découragement et le fatalisme ou bien au contraire l'impression que tout geste effectué serait formidable alors qu'il serait minime.

Point 2 : Ne pas oublier les actions collectives et en particulier la solidarité

Convention climat et lutte contre la pauvreté sont inséparables :

Les pays industrialisés ont la responsabilité d'aider les pays qui effectuent actuellement leur révolution industrielle à en sortir le plus vite possible, car ces pays industrialisés ont émis énormément de gaz à effet de serre (GES) bien avant les pays pauvres qui n'ont pas les capacités de financer leur transition écologique.

1

<http://www.ec-consultant.fr/?Antoine-Bonduelle>

2

<https://reseauactionclimat.org/>

L'équité est un objectif du développement durable (ODD) :

pour ce qui est de l'électricité, ex : grâce à un petit panneau solaire, les habitants des campagnes birmanes isolées bénéficient de quelques heures de lumière après le coucher du soleil.

Pour l'égalité homme-femme.

Pour les Européens l'objectif est d'aider les réductions de GES hors UE.

Les indicateurs de progrès = ceux de l'industrialisation des filières « vertes » et de la balance entre investissements dans les énergies fossiles et dans les renouvelables, les émissions de GES n'étant qu'un indicateur.

Réf au livre de Bill Mac Kibben³ sur les lobbies : beaucoup de laxisme envers les lobbies de l'automobile

(les SUV ne sont pas taxés plus que les autres voitures), des chantiers navals et de l'avion (exemple de vols qui ont la même consommation en carburant que l'auto mais qui émet une quantité plus importante de GES).

Sortir du chauffage au gaz des particuliers en augmentant les réseaux de chaleur collectifs (Ex de l'utilisation de la chaleur des égouts à Amiens, pompes à chaleur).

Point 3 : Les dinosaures perdent, la transition est en marche

Les énergies fossiles sont en difficulté, la consommation mondiale de charbon n'augmente pas car la construction de centrales à charbon diminue partout dans le monde sauf en Chine. (Un petit geste : refuser de manger le sucre Terreos car produit dans l'usine de Cambrai utilisant le charbon).

En Inde, les centrales thermiques gaz et charbon sont en diminution mais représentent encore l'énergie dominante.

Le nucléaire : très peu de commandes et construction de 6 réacteurs par an au niveau mondial ces 30 dernières années contre beaucoup plus auparavant, plutôt orientation vers de très petites unités.

En France le solaire est moins développé qu'en Belgique car, comme pour l'éolien, il est trop concentré en quelques endroits, pour des raisons de facilité.

En Europe l'éolien off-shore est gagnant :

Au Danemark, il est moins cher que le charbon.

La Mer du Nord va produire 1 kWh sur 2 et peut produire plus de la moitié de l'année, tout en étant corrélée avec l'éolien de l'Atlantique, ce qui peut palier à l'absence de vent en mer du Nord.

La Belgique a 30 % de son électricité qui vient de l'éolien off-shore grâce à l'existence de fonds marins < à 30m (éoliennes « posées »).

Au Royaume Uni, l'éolien permet 60 % du taux de retour d'emploi local, la moitié des métiers de l'éolien off-shore sont des métiers maritimes qui peuvent permettre la reconversion de pêcheurs.

En France, actuellement, il y a 8000 mâts d'éoliennes contre 70 000 pylônes électriques et 40 000 châteaux d'eau.

Pas d'utilisation de « terres rares » dans l'éolien terrestre et baisse de la quantité utilisée dans le solaire photovoltaïque (ex : couches plus minces de silicium), ce qui diminue les coûts.

Point 4 : efficacité et sobriété permettent d'accélérer la transition

Beaucoup refusent la sobriété, synonyme pour eux de restrictions.

Le 6^{ème} rapport du GIEC (AR6) indique que la sobriété = le changement des modes de vie et de comportement de façon collective et globale, ce qui permet de ne pas se restreindre.

Exemples :

- faire certains trajets en train plutôt qu'en avion ;
- laver le linge à température plus basse qu'autrefois, les lessives actuelles étant conçues pour pouvoir le faire ;
- supprimer les éclairages inutiles la nuit et utiliser des éclairages qui ne s'allument que si passage ;
- partager l'usage des bâtiments entre différents usagers selon le moment de la journée.

Attention : l'automatisme intégral est bénéfique dans le tertiaire et simplifier les commandes des appareils permet souvent d'augmenter leur efficacité à l'usage.

Partie 2 par Céline Bollaert chargée de mission consommation à la MRES

Présentation de la Maison Régionale de l'environnement et des solidarités (MRES) réseau de 117 associations, 5 rue Jules de Vicq Lille

But de la mission qu'elle assure : aider les gens à atteindre le ZERO déchet et réduire la consommation d'énergies par des écogestes

- pour diminuer la consommation en électricité et eau et la production de déchets
- en améliorant les déplacements
- les habitudes alimentaires.

Présentation du **défi « Déclik énergie »** www.defis-declics.org/fe/mes-defis/mel qui permet de réduire de 8% environ les consommations d'eau et d'électricité ce qui correspond à environ 200 € d'économie par foyer.

Inscription dès maintenant pour participer entre le 1^{er} déc 21 et le 30 avril 22.

Consommation éthique : et qu'en est-il de nos achats textiles ? Intervention de Bernadette Peignat, correspondante locale du collectif **Ethique sur l'étiquette** : ethique-sur-etiquette.org

Pour fabriquer un tee-shirt il faut l'équivalent de 70 douches, pour un jean environ 285 douches = 7000 à 10 000 litres d'eau !

Petit guide de la consommation éthique : [Petit guide pour un shopping plus éthique | StreetPress](#)

Prochains événements du collectif local (sous réserve et sur réservation) :

- 9 décembre, cinéma UGC Lille, projection du film "Made in Bangladesh" suivi d'un débat
- avril (date à déterminer) film documentaire sur la catastrophe du Rana Plaza "les damnés du low cost" puis débat à l'invitation de l'UTR Métropole lilloise
- 7 mai, théâtre Pierre de Roubaix, pièce de théâtre "Comment on freine" de la compagnie Chantier Public en partenariat avec l'Ensait